



HAL
open science

Retrouver une histoire entre l'écrit et l'oral : examen critique de l'historiographie de l'Abrem (Ghana)

Gérard Chouin

► **To cite this version:**

Gérard Chouin. Retrouver une histoire entre l'écrit et l'oral : examen critique de l'historiographie de l'Abrem (Ghana). 2011. halshs-00688426

HAL Id: halshs-00688426

<https://shs.hal.science/halshs-00688426>

Preprint submitted on 17 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Retrouver une histoire entre l'écrit et l'oral : examen critique de l'historiographie de l'Abrem (Ghana)

Gérard Chouin *

Les bibliothèques vivantes auraient donc bien brûlé. Comme annoncé si souvent depuis les années 1970, les traditions orales de l'Afrique seraient sur le point de disparaître. Avec elles, c'est aussi toute l'activité de collecte de l'histoire auprès de personnes dépositaires d'une fraction de cette connaissance, un savoir-faire fondateur et structurel de la pratique de l'histoire en Afrique, qui serait devenue vaine.

Mon expérience de terrain dans le sud du Ghana entre 1994 et 2004, dans une région que David Henige estimait déjà perdue pour l'oralité dans les années 1980, m'amène cependant à m'interroger la réalité de cette disparition. Il y a me semble-t-il dans cette annonce un reflet du négativisme qui frappe la fabrique de l'histoire de l'Afrique avant la période coloniale, et qui se traduit, partout, par une diminution du nombre de chercheurs qui s'intéressent à cette histoire et donc de projets de recherche dédiés aux périodes plus anciennes. L'histoire semble avoir abandonné ce champ de recherche à la toute jeune et toute menue archéologie de l'Afrique, qui avec les méthodes de l'archéologie historique, s'attaque courageusement aux champs laissés en friche par les historiens. C'est finalement peut-être aux archéologues qu'il faudrait demander aujourd'hui si les traditions orales informent toujours leurs travaux ? Si les sources orales nous apparaissent aujourd'hui moins disponibles pour l'historien, n'est-ce pas aussi parce que le regard de ce dernier s'est détourné de cette source au fur et à mesure que l'histoire de l'Afrique rejoignait d'autres disciplines des sciences sociales et humaines dans l'exploration du monde d'aujourd'hui et se désintéressait du monde d'avant-hier ? Où sont aujourd'hui les chercheurs de terrain prêts à effectuer le long et difficile travail de collecte de ces sources délicates et puissantes comme la parole ? La disparition de ces sources orales ne pourraient-elles pas aussi être un artefact du bouleversement des pratiques universitaires qui a affecté la relation au terrain des chercheurs et des étudiants-chercheurs. Le culte de la productivité et l'ensemble de ce qui entrave la liberté de pensée fait barrière entre le chercheur et son terrain : c'est une révolution du temps et de la manière de générer de la connaissance scientifique qui est radicalement opposée à la lente maturation du chercheur placé au cœur des sociétés dont il étudie l'oralité. Les chercheurs basés en Europe ou en Amérique du Nord ont, me semble-t-il, de moins en moins de temps à consacrer à cette quête lente. En Afrique, la dynamique des promotions qui prévaut dans beaucoup d'universités, parfois le manque de moyens, l'accaparement dans les tâches d'enseignement et d'administration souvent très lourdes, encouragent les chercheurs à privilégier la réflexion théorique plutôt que la recherche de terrain, parfois même considérée comme réservée aux doctorants.

De fait, on ne sait plus qui des détenteurs de la tradition orale ou des historiens de l'oralité ont disparu. Et quand bien même les chercheurs seraient encore sur le terrain, se pose la question de leur capacité à explorer soigneusement le répertoire des

* Historien, directeur de l'IFRA-Nigeria, chercheur associé au CEMAf (CNRS-Université Paris I-Ephe-Université de Provence) et au ArScAn (Archéologie et sciences de l'Antiquité, CNRS-Université Paris X).

connaissances transmises oralement par leurs interlocuteurs pour dégager le champ des possibles en matière d'histoire. Je ne reviendrai pas ici sur les problèmes conceptuels et méthodologiques liés aux traditions orales comme sources d'histoire. Ils existent et ont été amplement reconnus, étudiés et parfois contournés avec bonheur par des grands noms de l'historiographie de l'Afrique. Les grandes synthèses de Vansina, les travaux empreints de scepticisme de David Henige, les milliers de pages d'histoire que l'on doit à l'oralité, tous ont apporté leur contribution en la matière. Je me contenterai donc, au travers de l'exemple concret de mes recherches historiques en Abrem, un petit État akan du sud du Ghana, de poser la question de l'utilisation des traditions orales – y compris dans leurs formes transcrites en ce début de XXI^e siècle.

Au cours des recherches que j'ai entreprises en Abrem entre juillet 2001 et juillet 2004, les forêts sacrées formaient le fil conducteur de mon enquête historique. Tout comme celles qui avaient déjà servi de base à mes précédentes enquêtes à Nsadwer, à British Komenda ou en Eguafo, les forêts sacrées d'Abrem sont intégrées dans une histoire où sont étroitement mêlées les questions de pouvoir, de lignages et d'accès à la terre. Elles encapsulent des fragments¹ autrement oubliés de certains aspects de l'ordre ancien, des pratiques et des manières de penser aujourd'hui révolues. Ces fragments d'historicité sont intégrés dans la vie quotidienne et l'environnement familial des habitants d'Abrem. Ils font partie d'une connaissance, plus ou moins bien partagée, de leur village, de leur communauté, de leur lignage et de la petite entité politique et historique dont ils forment une part. Il n'y a rien que je découvre en Abrem que les gens sur place ne m'ont invité à découvrir. Mon travail d'historien a consisté à isoler des vestiges identifiables du passé, à les replacer dans un contexte plus large, à systématiquement envisager tout fait comme éventuel objet d'histoire et à les intégrer, graduellement, dans une palette d'interprétations possibles. Ce faisant, j'essayais de prendre en compte toute la complexité de ces « lieux de mémoire ».

1. Historiographie de l'Abrem : une oralité sacrifiée

Peu d'historiens se sont penchés sur l'histoire de l'Abrem. Mis à part quelques mentions marginales dans les ouvrages de Daaku (1970), Van Dantzig (1980) et Kea (1982), et dans quelques thèses (par exemple Porter, 1974 ; Sanders, 1980), il n'y a que deux publications consacrées à l'histoire de cet ensemble politique.

En 1973, David Henige publiait un article intitulé « Abrem Stool : a contribution to the history and historiography of southern Ghana ». Ce court essai avait pour objectif de « rassembler les informations sur l'Abrem les plus importantes dans les archives portugaises, hollandaises et britanniques et d'évaluer les récits traditionnels de l'histoire de l'Abrem à la lumière de ces archives » (1973 : 2, ma traduction). Il s'agissait en fait d'évaluer les demandes répétées d'indépendance du Siège d'Abrem Berase vis-à-vis du Siège d'Oguaa (Cape Coast). La question était abordée uniquement à partir de sources écrites publiées et de documents d'archive. L'article fut publié à la seule attention des lecteurs d'un journal spécialisé, et il n'y a pas d'élément nous permettant de penser qu'il ait eu un quelconque impact sur les décisions politiques qui conduisirent, à la même

1. Dans ce chapitre, j'utilise les termes de *fragment* et *fragmentation* pour caractériser une histoire orale réduite à de multiples traces, indices et vestiges, en opposition à des récits longs et bien structurés.

période, à la reconnaissance d'Abrem comme une entité politique coutumière autonome². Henige ne se rendit pas en Abrem et ne chercha pas à exploiter des sources orales autres que celles consignées dans les archives. Sa publication ne circula probablement pas en Abrem, puisqu'aucun des lettrés avec lesquels j'ai eu à m'entretenir sur place n'en fit mention. Pour autant que je puisse en juger, l'article ne contribua donc pas à transformer les traditions orales de l'Abrem. Les autorités d'Abrem auraient pourtant apprécié l'article qui se faisait fort de prouver que cet État existait, pour le moins, depuis la fin du XV^e siècle et pointait pour ce faire quelques mentions dans des relations de voyage et des archives anciennes. Sur la base de ce fragile ensemble de références issu du corpus des sources européennes, Henige affirmait que l'Abrem pouvait se prévaloir de quatre siècles de continuité historique comme entité politique autonome, et soutenait donc comme légitime la requête des occupants du Siège. La question de la validité de l'hypothèse sous-jacente de la continuité historique entre l'ancien Abrem et l'Abrem contemporain n'était pas posée. L'histoire pourtant ne peut être érigée sur des suppositions relevant du sens commun, et nous verrons plus bas que le problème de continuité dans l'histoire d'Abrem est bien plus complexe que ce que l'article d'Henige laissait présager. Une analyse plus fine des sources orales, transcrites ou non, lui aurait peut-être évité cette conclusion trop rapide.

En 1974, environ un an après la publication de l'article de Henige, Fynn publia un volume de sources orales collectées en Abrem la même année. Le volume est de valeur inégale. Mis à part la courte introduction, en partie dérivée de l'article de Henige, chaque village d'Abrem est traité séparément. Pour chaque village, on trouve une transcription et traduction fort utile de la libation qui fut faite aux ancêtres et aux génies avant chaque entretien afin de permettre aux anciens de parler du passé. S'ensuit une transcription en anglais des interviews de groupe menées par Fynn dans chaque village. Les traditions orales ne furent pas enregistrées en tant que tel. Les notables eurent à répondre à une série prédéfinie de questions sur six thèmes principaux : 1) origines et migrations, 2) système de succession et liste des précédents occupants du Siège, 3) gouvernement, institutions et guerre, 4) économie pré-européenne, 5) histoire post-européenne, 6) anciens sites, reliques, régalias et pratiques sociales (funérailles et mariage principalement). Le questionnaire était assez étroit et fermé, et ne permettait que des réponses relativement courtes. En plus de cette base méthodologique contestable, la collection de matériel oral recueillie par Fynn reposait sur une série d'aberrations conceptuelles qui démontraient de la part de l'auteur une compréhension limitée des principes de base de la chronologie, de la dynamique des sociétés et plus généralement de la nature même de l'histoire et des traditions orales. Dans les traditions orales prises comme un récit collectif et cohérent, Fynn cherchait à recueillir les détails d'un modèle social et politique traditionnel intemporel et intangible. Il ne semblait pas douter que les réponses aux questions posées en 1974 sur la soi-disante « économie traditionnelle », par exemple, reflétaient très exactement le système économique tel qu'il existait avant

2. Pendant la période coloniale, la question de l'indépendance du Siège d'Abrem par rapport à celui d'Oguaa avait été soulevée à plusieurs reprises, mais l'administration coloniale britannique y était opposée, ne souhaitant pas encourager les velléités autonomistes. En 1961, sous l'administration de Kwame Nkrumah, le Siège d'Abrem retrouva son indépendance. Cette décision fut révoquée en 1966 par le National Liberation Council. C'est finalement le gouvernement Busia, sous la Seconde République, qui réattribua un statut autonome au Siège d'Abrem au début des années 1970. Voir Fynn (1974 : vi), Henige (1973 : 1).

l'ouverture du commerce atlantique en 1471 ! Des questions telles que : « quelles étaient vos activités [occupations] avant l'arrivée des Portugais ? », « comment faisiez-vous la guerre avant l'arrivée de l'homme blanc ? », ou « connaissiez-vous le sel ? » sont de bonnes illustrations du niveau d'amateurisme qui caractérisait le travail de Fynn en matière d'histoire orale³. Non seulement ce travail reflétait une incompréhension naïve de la nature même de l'histoire, mais il tenait aussi pour acquis – après Henige – le fait qu'il y ait eu continuité politique en Abrem entre la période pré-atlantique et le XX^e siècle. Pour Fynn, les Abrem formaient une entité bien délimitée et archaïque demeurée inchangée depuis la nuit des temps. On ne peut que s'étonner que quelques historiens souffrant sans doute d'un manque aigu de sens critique aient pu choisir d'utiliser les conclusions de Fynn sur l'histoire pré-européenne comme base pour reconstituer le fonctionnement des sociétés anciennes de la Côte de l'Or. Tel est le cas de Ballong Ba'atora, par exemple, qui puise largement dans les traditions orales de Fynn pour son travail sur les communautés africaines autour de São Jorge da Mina aux XV^e et XVI^e siècles, lequel doit donc être utilisé avec précaution, pour séparer ce qui appartient à l'histoire de ce qui appartient à la fantaisie. Il demeure malgré tout qu'au fil des interviews, des informations historiques furent collectées qui ne manquent pas d'intérêt pour comprendre les transformations en Abrem entre le XVIII^e et le XX^e siècle.

2. Des *Bermus* à l'Abrem postcolonial : questions de continuité historique

La question de la continuité entre d'une part les entités politiques anciennes, mentionnées dans les sources européennes entre le XV^e et le XVII^e siècle, et d'autre part les « États traditionnels » contemporains mérite réflexion car elle apparaît être une chausse-trape récurrente dans l'historiographie du Ghana et plus généralement de l'Afrique. Trop souvent, les entités politiques contemporaines sont présentées comme les héritières directes d'anciens États, sur la base de similarités toponymiques et d'une continuité spatiale et politique présumée.

2.1. L'approche de Henige et Fynn : les limites du sens commun

Henige et Fynn ne questionnent pas la continuité présumée entre l'Abrem mentionné dans les sources écrites européennes anciennes et l'entité Abrem des périodes coloniales et postcoloniales. Dans sa hâte d'établir le droit à l'autonomie du Siège d'Abrem, Henige met en avant une série d'éléments dont le plus ancien remonte au début du XVI^e siècle, avec la mention des *Bermus* dans l'*Esmeraldo de Situ Orbis* de Duarte Pacheco Pereira, et dont les plus récents furent produits pendant la période coloniale. Dans l'introduction de son histoire orale, Fynn fait exactement de même et affirme :

« Abrem est l'un des plus anciens États organisés par les populations de langue akan de la Gold Coast (Ghana). D'après leurs récits traditionnels, le fondateur de l'État d'Abrem était un certain Twiwia Kodie qui émigra de Tekyiman, dans l'actuelle région du Brong-Ahafo, au Ghana. D'après eux, Abrem existait en tant qu'État distinct bien avant que les Européens arrivent sur la Côte de l'Or» (1974 : i, ma traduction).

3. Voir Fynn 1974 (Abrem-Saman) : 7.

Henige et Fynn, partant l'un des sources écrites et l'autre des sources orales, ne questionnent pas cette continuité. La mention régulière du nom d'Abrem ou de l'un de ses dérivés sur plusieurs siècles dans les sources européennes leur semble être une base assez solide pour asseoir leur présomption. Dans les paragraphes qui suivent, je tente de montrer que l'histoire de l'Abrem n'est pas aussi linéaire qu'on pourrait le croire et que la présomption de continuité mérite d'être remise en question. Pourquoi ces deux historiens, sur la base de sources différentes, ont-ils renoncé à leurs outils critiques pour embrasser le sens commun ? Dans le cas de Henige, il me semble que sa formation d'historiographe plutôt que d'historien puisse être évoquée, de même que l'absence de recherches de terrain en Abrem. Fynn, quant à lui, paraît avoir été la victime d'un manque d'appréciation de la nature même des traditions orales et de présomptions initiales erronées qui imprégnèrent sa méthodologie et affectèrent sa compréhension du matériel qu'il avait collecté.

2.2. Discontinuités spatiales entre Abrem ancien et moderne

Aujourd'hui, l'Abrem comprend cinq villages principaux : Abrem Berase (la capitale où demeure l'Omanhene), Abrem Agona, Abrem Ankase, Abrem Saaman, et Abrem Esiam. Un autre village, Dwabor, très peu développé à l'époque où Henige et Fynn publiaient leurs travaux, est aujourd'hui devenu un village à part entière⁴. Abrem Agona est situé au nord de l'Eguafo, le long de la route conduisant aux villages Wassa de Edwenase et Akutuase. À partir d'Abrem Agona, une autre route se dirige vers l'est vers le village d'Efutu, le site de l'ancienne capitale de l'État connu sous le nom de royaume de Fetu au XVII^e siècle. Tous les villages Abrem sont alignés le long de cette artère de communication, à relativement peu de distance les uns des autres. Le reste du territoire est couvert de champs et de forêts, à l'exception de Krobo, un village récent qui dépend du Siège de Jukwa, même s'il est de fait installé sur les terres Abrem. Le site d'Abrem Berase est quant à lui idéalement situé au carrefour entre la route ancienne qui, partant d'Elmina, passait par Eguafo avant de se diriger vers Kumasi⁵, et la route moderne qui relie Agona et Efutu (Fig. 1).

La localisation de l'Abrem des sources européennes fait l'objet de peu de descriptions. La position relative de l'Abrem apparaît cependant sur la carte hollandaise de 1629⁶, et plusieurs sources écrites européennes de la seconde moitié du XVII^e siècle nous fournissent des détails sur les frontières de cet ensemble politique.

4. D'après le recensement de 1984, Dwabor avait 328 habitants en 1970 et 513 en 1984. Je n'ai pas de données démographiques plus récentes.

5. Il s'agissait de la route VII, l'une des *nkwantempon* documentées par Ivor Wilks. Voir Wilks (1989 : 9-11).

6. La carte hollandaise de 1629 fut tout d'abord discutée par Daaku et Van Dantzig en 1966. Elle a depuis été reproduite dans maintes publications. J'ai pour ma part utilisé celle reproduite dans Kea (1982 : 27).

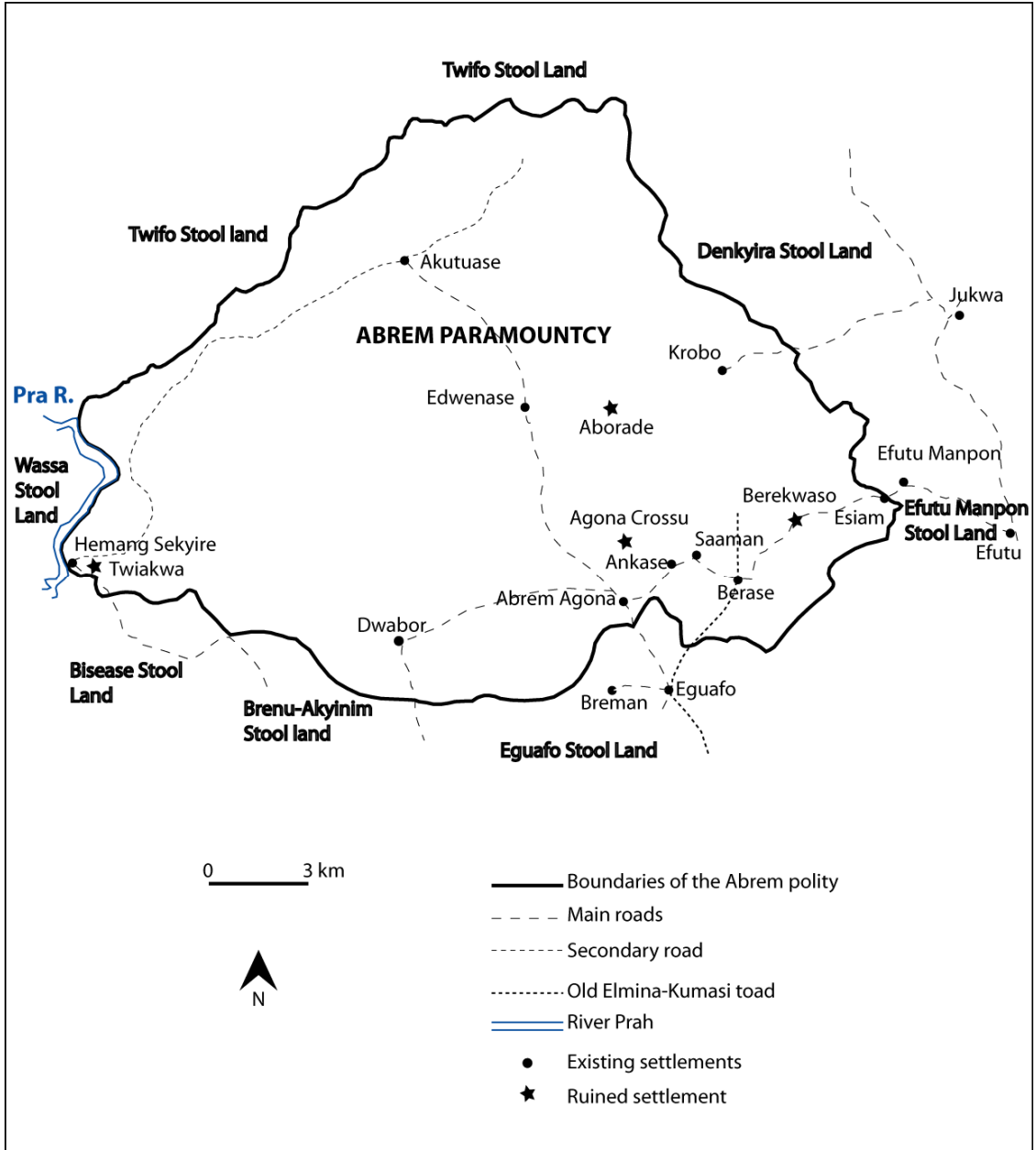


Fig. 1 : Carte de l'État d'Abrem établie sur la base d'une carte levée en 1977, en possession du lignage royal d'Abrem Berase Royal Stool family (figure réalisée par Gérard Chouin).

Il est frappant de constater que la carte hollandaise de 1629 montre l'Ancien État d'Abrem situé à l'est de la Rivière Prah, au nord de l'Eguafo et de Fetu⁷. Bien que l'Abrem moderne soit encore situé au nord de l'actuel Eguafo, il se trouve à l'ouest et non pas au nord du territoire d'Effutu (Fetu) au XVII^e siècle⁸. Aujourd'hui, les terres situées au nord des villages Fetu sont des villages Denkyira, avec Jukwa comme capitale. On sait fort peu de choses de la capitale de l'ancien Abrem. On doit l'unique mention détaillée à Jean Barbot, un Français trafiquant d'esclaves qui se rendit sur la Côte de l'Or en 1679 puis en 1688 (voir Barbot, 1992). Il rapporte l'existence d'un grand village qu'il appelle *Abremboë*, situé à quelque 27 miles au nord de Cape Coast (Henige, 1973 : 6)⁹. Si ce site était bien la capitale de l'ancien Abrem, il devait donc se trouver au nord de la capitale du pays Fetu, sans doute non loin ou sur le site même de l'actuel village de Jukwa. Quoi qu'il en soit, ce village était clairement en dehors du territoire de l'Abrem moderne qui semble s'être développé dans la partie sud-ouest du territoire de l'Ancien Abrem, ainsi que sur des terres prises sur l'Eguafo historique. Comme on le voit, il n'y a donc qu'une corrélation très partielle entre les territoires présumés des Abrem ancien et moderne.

2.3 L'Abrem vu d'Eguafo : ce que nous disent les traditions orales

En 1922, dans un court texte intitulé *History of Eguafu and possessions*, Nana Abotekyi II, premier roi d'une nouvelle dynastie Nsona tout juste installé sur le Siège, fit consigner par écrit quelques traditions d'Eguafo concernant l'Abrem. Sur les cinq villages d'Abrem, quatre étaient mentionnés avec des remarques concernant leurs origines. Je reproduis ci-dessous cette partie du document :

« [...] **Abraim** : Cette partie de l'Eguafo qui est maintenant occupée par les gens d'Abraim leur fut attribuée avec la permission du roi d'Eguafo quand leur pays fut envahi par les Ashanti et qu'ils étaient poursuivis par eux. La terre qui leur fut attribuée appartenait à Obahimbah Gerduah, une parente de sang du roi. La femme souffrait alors de syphilis et vivait sur ses terres. Arhin Firie, de Jehuful [Twifo ?], arriva dans le pays dans une situation de détresse et envoya un messenger lui dire qu'il sollicitait un entretien. En sa présence, il expliqua les circonstances et l'implora de lui donner un endroit où demeurer avec ses gens, mentionnant qu'il est du clan Anona. La femme lui demanda de l'accompagner voir le roi d'Eguafo. On leur permit de s'installer sur les terres de la femme que l'on appelle maintenant Birasie dans le district d'Abraim. Alors que la femme était mourante, tous ses frères étant décédés, elle confia son Siège à Arhin.

Saaman d'Abraim : Pakatome, originaire d'Ashanti, se réfugia dans le district d'Eguafu et cette partie des terres de Gerduah lui fut attribuée ainsi qu'à ses gens.

Ankasse : Situé sur les terres de Gerduah. Venus de Kwakwa Andansi Krom sous l'autorité d'un certain Kessie, ils demandèrent permission au roi d'Eguafu et se virent eux aussi attribuer cette partie des terres de Gerduah.

Agona : Terpon, originaire du Denkera, vint à Eguafu et demanda à Ekua Botchiwah, avec la permission

7. La même chose pourrait être dite de la position « d'Anckreÿs Regis » sur la carte manuscrite de Barbot qui date de 1688, ou de la position de l'« Abrambo » sur la carte préparée par d'Anville en 1729 ; voir Daaku (1970 : 202).

8. Henige commet une erreur lorsqu'il écrit que le Siège d'Abrem est encore situé au nord d'Eguafo et de Fetu (1973 : 3).

9. Barbot n'est pas tout à fait clair dans ce passage, car il associe la ville avec le roi de Fetu qui, écrit-il, organise là « un rassemblement de toutes les parties du pays pour des danses publiques ».

du roi d'Eguafo, une terre où s'installer lui et ses gens venus du Denkera. Elle lui donna une terre appelée Kofi Buradu. //fol. 5v// On ordonna à ces gens de payer un tribut annuel de sept pots d'huile de palme comme [?] au Siège d'Eguafo. Ce tribut fut payé, année après année, jusqu'au jour où une servante enceinte, qui fut envoyée là pour recevoir l'huile, tomba en chemin sur une pierre et, par malchance, le pot se brisa et la femme mourut. Comme c'était Botchiwah qui l'avait envoyée pour recevoir l'huile lorsque l'accident eut lieu, Ekua Botchiwah fut condamnée à payer au roi le prix de l'huile. Elle demanda cependant aux gens d'Agona de payer. Ceci entraîna la cessation du versement du tribut jusqu'à ce jour [...] » (Cape Coast Regional Archives, ADM/23/1/262, doc. 70, ma traduction).

Ce bref écho des traditions orales de l'Eguafo pose la question des origines de l'Abrem contemporain. Dans ces traditions, chaque village d'Abrem – à l'exception d'Essiam – est présenté comme une entité séparée avec ses propres traditions de fondation. Chacune est présentée de manière assez précise, avec le nom d'un chef, une vague idée de l'origine des migrants et parfois les raisons pour lesquelles ils sollicitèrent l'asile. Ces détails sont de nature historique et non pas mythologique. Certes, les informations fournies ne donnent pas assez de détail pour permettre la reconstitution chronologique des événements rapportés, mais la mention de gens fuyant le Denkyira et d'autres États du cœur du pays akan plaide, semble-t-il, pour une transformation radicale du peuplement du nord de l'Eguafo au XVIII^e siècle. Au-delà de la chronologie, on est frappé par la nature des relations historiques entre l'Eguafo et les villages de l'Abrem moderne.

2.4. L'Abrem moderne et l'ancien Eguafo

Le document présenté ci-dessus offre une perspective clairement « Eguafo-centrée » de l'histoire Abrem. En résumé, il explique que le plus clair des terres occupées aujourd'hui par l'Abrem appartenait originalement à l'Eguafo¹⁰. Deux figures de femme apparaissent, Gerduah et Ekua Botchiwah, qui semblent avoir été des notables à la tête des matriclans (*abusua*) Anona en Eguafo. Avec la permission du roi d'Eguafo, elles auraient accueilli des communautés de migrants qui se présentent d'ailleurs, eux aussi, comme appartenant à l'*abusua* Anona. Pour Eguafo-centriste qu'il soit, ce document, par son contenu, présente des similitudes avec les récits historiques des connaisseurs de l'histoire en Abrem, qui reconnaissent pour le moins occuper des terres qui firent un jour partie de l'Eguafo. Ceci ne concerne que la partie méridionale de l'Abrem d'aujourd'hui. À bien regarder la répartition des nouvelles communautés, il semble que les autorités d'Eguafo aient délibérément installé des populations migrantes le long de leur frontière septentrionale, probablement pour se protéger de possibles attaques venant du nord. Cela expliquerait la disposition des villages Abrem, qui forment une ligne aujourd'hui parallèle à la frontière nord de l'actuel Eguafo¹¹.

La présence d'anciens cimetières royaux Eguafo sur des terres aujourd'hui contrôlées par le Siège d'Abrem Agona renforce cette hypothèse. Ces cimetières étaient encore présents dans les traditions Eguafo des années 1920, et sont mentionnés dans les traditions couchées sur le papier en 1922 :

10. Autant que je sache, les autorités en Eguafo ne réclamèrent jamais aucun droit sur l'Abrem pendant et après la période coloniale.

11. La réalité est cependant un peu plus complexe, puisque les cinq villages ne s'installèrent sur leur site actuel qu'à la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècle. Chacun de ces villages a un site « ancestral », maintenant abandonné, situé à quelques centaines de mètres ou quelques kilomètres plus au nord. Au XVIII^e siècle, ils formaient donc sans doute un alignement semblable mais situé un peu plus au nord.

« Apartriapa et Adjoku en Agona sont les cimetières et les forêts sacrées où les défunts rois d'Eguafo étaient enterrés [...] » (Cape Coast Regional Archives, ADM/23/1/262, doc. 70, fol. 5v, ma traduction).

Aujourd'hui, ces sites sont sortis des mémoires en tant que cimetières royaux, aussi bien en Eguafo qu'en Abrem. Je les ai redécouverts en 1997, après deux ans d'enquête, avec l'aide de M. Steven Andoh Kwofie, membre du lignage royal Anona d'Abrem Agona, bon connaisseur de l'histoire locale qui seul connaissait l'existence de tels sites mais ne pouvait les localiser. Jusqu'au milieu des années 1980¹², personne ne pouvait cultiver cette portion de terre alors couverte d'une forêt sacrée (Field Notes, 23/02/1997, Steven Andoh Kwofie). La destruction de la forêt au profit des terres cultivées résultait de la combinaison de deux processus : 1) l'érosion de la mémoire en Eguafo favorisée par des changements dynastiques et la création de nouvelles traditions ; 2) la nécessité pour l'Abrem de se libérer du souvenir d'une suzeraineté ancienne de l'Eguafo sur ses terres. En retrouvant Apartriapa, je ressuscitais des échos d'un passé presque entièrement digéré. Le second site, « Adjoku », était lui connu de tous puisqu'il est devenu un cimetière public dès la période coloniale. Ce processus de transformation a érodé le lien entre ce site funéraire et l'Eguafo ancien. Ce n'était d'ailleurs peut-être pas un cimetière royal en tant que tel, mais plutôt un cimetière où étaient enterrés des membres importants du clan Anona. Après la fondation d'Abrem Agona, les nouveaux migrants appartenant eux aussi au clan Anona ont probablement continué à utiliser ce cimetière.

Comme on le voit, si l'on étudie de plus près les histoires complexes et étroitement liées de l'Eguafo et de l'Abrem, la notion de continuité entre l'ancien Abrem des sources européennes des XV^e-XVII^e siècle paraît tout de suite beaucoup moins évidente que ce que Fynn et Henige ont cru pouvoir poser comme postulat. De fait, plutôt que de sonder les traditions orales avec un questionnaire fermé ou, mieux encore, de demeurer cantonné aux documents d'archives et sources publiées, peut-être par scepticisme vis-à-vis des traditions orales, ces deux chercheurs auraient gagné à évaluer de façon moins sommaire l'histoire locale. Comme je l'ai déjà noté à propos des cimetières royaux d'Eguafo, il est irréfutable que les traditions orales de l'Eguafo et de l'Abrem ont subi une érosion importante depuis le début du XX^e siècle. C'est un phénomène bien documenté dans toute l'Afrique, lié aux transformations sociales, à l'introduction de nouvelles formes de droit et aux mutations qui affectèrent les échelles de valeur. Hors les grands ensembles politiques, les traditions orales ont avant tout une valeur juridique liée au statut et au contrôle de la terre et du pouvoir, particulièrement au niveau lignager. Les changements économiques et sociaux de la période coloniale et postcoloniale ont entraîné des modifications quant à la perception du foncier, du pouvoir politique et lignager. Ces modifications ont eu un impact sur la transmission des traditions orales, agissant comme un puissant filtre intergénérationnel. Il faut cependant relativiser cette érosion. En effet, s'il y a eu déperdition et fragmentation, il demeure que des bribes de traditions sont encore disponibles et peuvent être recueillies et interprétées au regard des traditions plus anciennes que l'on retrouve par exemple écrites dans les archives des cours de justice de la période coloniale. Les traditions orales ne sont pas essentialistes mais bien dynamiques. Liées à l'histoire des sociétés dont elles accompagnent les mutations, elles ont de tout temps été créées, abandonnées, fragmentées et recomposées. Le XX^e siècle ne

12. En 1997, les activités agricoles avaient commencé environ 12 ans plus tôt.

fait pas exception, mais il s'agit pour l'historien à la fois de retrouver les vestiges éparpillés du souvenir du monde ancien, d'identifier et d'explorer des aires refuges telles que les pratiques religieuses ou les paysages, et de démêler l'écheveau qu'elles forment avec les pratiques contemporaines de l'oralité. L'historien est conscient de la nature « cinématique » des traditions orales, de leurs trajectoires évoluant dans l'espace et dans le temps, affectées à la fois par leur dynamique propre et par les forces qui agissent sur les sociétés dont elles sont l'apanage. S'il s'émeut naturellement de leur disparition, érosion, transformation, il ne doit pas pour autant se laisser aller au pessimisme mais bien au contraire redoubler d'effort au mieux de ses moyens pour ajuster méthodes et analyses à ses sources, fussent-elles même les déchets des splendeurs passées de la parole.

3.1 La fondation d'Abrem Berase : essai d'histoire entre l'écrit et l'oral

L'examen rapide de l'histoire de l'Abrem a mis en évidence une possible discontinuité spatiale et humaine entre l'Abrem ancien et son avatar contemporain. Nous poursuivons ci-dessous l'étude de ce processus, en changeant d'échelle et en nous attardant sur l'étude plus détaillée de l'un des villages d'Abrem, Abrem Berase, siège du pouvoir politique de cet *oman*¹³.

Abrem Berase occupe une place stratégique, au carrefour de deux grands axes de communication : la route moderne, parallèle à la côte, qui relie Abrem Agona et Efutu d'une part et, d'autre part, une route historique aujourd'hui devenue sentier, la route VII¹⁴ qui arrivait du comptoir européen de São Jorge da Mina (Elmina/Edina) et passait par Eguafo avant de se diriger vers l'intérieur (Fig. 2).

La courte histoire de l'Eguafo rédigée en 1922 et partiellement reproduite ci-dessus affirme que les gens qui fondèrent Berase étaient originaires de *Jehuful* et qu'ils demandèrent asile à l'Eguafo après que leur pays eut été conquis par l'Ashanti. L'histoire précise qu'ils étaient poursuivis par leurs ennemis. *Jehuful* est un synonyme de *Twifu*, un État de l'intérieur qui fut en effet défait par une large coalition incluant l'Ashanti en 1712, puis envahi de nouveau par ces derniers en 1726 (Deffontaine, 1996 : 606, 613). Tout au long du XVIII^e siècle, le Twifu constitua une menace pour les marchands de l'Ashanti se rendant sur la côte, et il prit part à plusieurs alliances défensives aux côtés des Mfantse et des Wassas.

Les traditions d'origine recueillies par Fynn et moi-même nous orientent cependant dans une autre direction. Dans le volume de Fynn, les gens de Berase affirment venir de Tekyiman, et ils mentionnent une bataille qu'ils auraient livrée en chemin contre des forces Ashanti, près d'Asante Manpong (Fynn 1974 (Berase) : 3). En 2001, l'*Omanhene* d'Abrem retraçait quant à lui les origines de son lignage qu'il situait dans l'aire Bron et affirmait que ses ancêtres migrèrent du fait des guerres ashanti. On en apprend davantage sur cette migration ancienne dans la transcription d'un procès qui eut lieu en 1929 et qui fait mention d'un jurement attaché au Siège de Berase, le jurement de Kwesida ou « dimanche » :

13. J'ai fait ailleurs des analyses similaires pour les quatre autres villages de l'Abrem. Voir Chouin (2009, chap. 7).

14. Wilks (1989 : 9-11). Cette route existait sans doute déjà avant l'émergence de l'Ashanti.

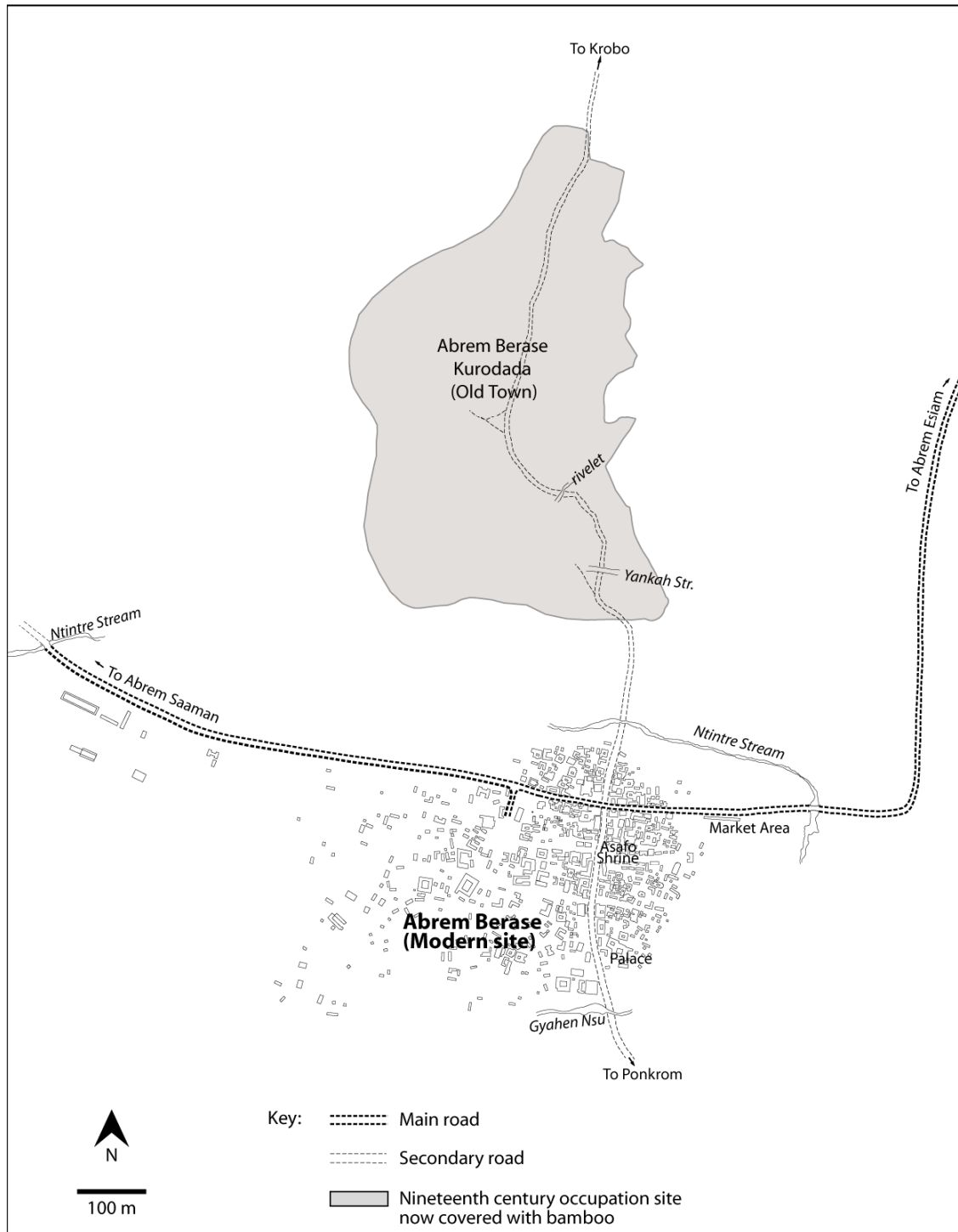


Fig. 2 : Carte d'Abrem Berase (figure réalisée par Gérard Chouin, sur la base de relevés de terrain et de la carte d'ECG Abrem Berase, LV Distribution Design, février 2001).

« Question : Quels sont les jurements du Siège d'Abirem ?

Réponse : "Kwesida" (dimanche) et "Mpata" (variole) [...] le jurement de "Kwesida" fait référence au combat sanglant qui eut lieu à Gwira, en Ashanti Manpon, entre les forces ashanti et nos gens, quand la plus grande partie des nôtres, en marche vers la côte, furent tués ou capturés par l'ennemi. » (Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, Oman of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Oguaa, at the Provincial Council of chiefs, Central Province, Anamaboe, 14/05/1929, p. 20, ma traduction.)

Les détails donnés dans ce témoignage – renforcés par les traditions collectées par Fynn et moi-même – sont remarquablement précis. *Gwira* peut sans doute être identifiée à *Adwira*, une localité située au nord-est de Kumasi. *Adwira*, ainsi qu'*Effiduase* et *Gyamase*, sont sous l'autorité d'Asante Manpon, et leurs Sièges respectifs sont contrôlés par les Bretuo (voir, par exemple, Pescheux, 2003 : 279-285). La mention en 1929 d'une « marche vers la côte » est frappante et fait clairement référence à un groupe de personnes fuyant l'intérieur en direction de la côte. La description, tout comme la géographie de l'événement, n'est pas sans rappeler un événement majeur de l'histoire de l'Asante : la conquête de Bono Manso par Opoku Ware pendant la campagne de 1722-1723 (Terray, 1995 : 406-409). Nous savons que, suite à la destruction de la ville de Bono, ses habitants se dispersèrent dans toutes les directions, certains vers le Gyaman, d'autres vers Abease, Salaga, Krachi, Sefwi, etc., tandis que d'autres encore rejoignaient la côte en pays Accra et Fanti (Terray, 1995 : 409). Des groupes de réfugiés essayant de fuir la domination Ashanti auraient en effet pu se diriger vers le sud, par *Adwira*, et y être poursuivis par les troupes ashanti à la recherche de captifs. Après *Adwira*, les traditions orales mentionnent une étape à *Burasu* dans le pays *Wassa* :

« [ils] s'installèrent tout d'abord à *Burasu* dans le pays *Wassa* ». (Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, Oman of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Oguaa, at the Provincial Council of chiefs, Central Province, Anamaboe, testimony of Kojo Suapim, Oman linguist, 9/05/1929, p. 4, ma traduction.)

Les traditions écrites dans la première moitié du XX^e siècle et celles que j'ai recueillies dans les années 2000 s'accordent sur le nom de l'ancêtre qui dirigea cette possible migration de Bono vers le pays *Wassa* : Nana Agyeman Kyeriwa Kodie. On se souvient de lui comme d'un guerrier et, en 2001, Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, Omanhene d'Abrem, me fit part d'un événement qui survint alors que ses gens tentaient de traverser la rivière *Prah* :

« Il faisait sombre et ils n'avaient toujours pas traversé la *Prah*. Ils utilisaient des bâtons et des planches pour traverser la rivière. Les *Wassa* étaient derrière eux. Grâce à des rituels, Nana Kodie fit qu'une rive de la rivière était éclairée alors que l'autre était sombre. Ils traversèrent près de la forêt *Subiri*. C'est ainsi que Nana Kodie gagna son nom de *Kyeriwa* : il était capable d'immobiliser le soleil » (Field Notes, 05/12/2001, entretien avec Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, *Omanhene* d'Abrem, Hans Cottage Hotel, ma traduction).

D'après lui, c'est après avoir traversé la rivière *Prah* que son ancêtre et ses gens fondèrent *Burasu* ou *Eburaso*, qui aurait été situé à l'est de la *Prah*. Ils se seraient ensuite installés non loin de *Jukwa* avant de se déplacer à *Akropon*. Ils auraient ensuite quitté *Akropon* pour s'installer plus au sud, à *Berese Kurodada*, avant de se déplacer de quelques

centaines de mètres, au début du XX^e siècle, pour gagner le site actuel d'Abrem Berase¹⁵. Seuls les deux derniers sites abandonnés étaient mentionnés dans le recueil de Fynn :

« Il y en a un [ancien site] appelé Kurodada, qui signifie ancien village. Cet endroit est sacré. Des gens y sont enterrés. C'est à environ 1 mile d'ici. Il y a aussi Twenebanho, où certains de nos ancêtres ont également demeuré. C'est aussi un endroit sacré » (Fynn 1974 (Berase) : 16, ma traduction).

Malgré de nombreuses zones d'ombre, il se dessine l'histoire d'un groupe de migrants venus du Bron, engagé dans un périple périlleux qui les conduit graduellement vers la côte. Il nous reste à expliquer comment et pourquoi ce groupe en vint à s'installer en Abrem et à y assumer le pouvoir politique. La clef de l'énigme réside peut-être dans la référence faite à une étape à Jukwa. Sur la base des rares informations fournies par les sources européennes, je suggère que le site actuel de Jukwa ou ses alentours peuvent être identifiés au site de l'ancienne capitale de l'Abrem. En effet, sa position au nord d'Effutu coïncide parfaitement avec ce que nous savons de l'ancien Abrem jusqu'au XVIII^e siècle (Fig. 3)¹⁶. Aujourd'hui, d'après le Jukwahene Nana Afrifah Yemoah II, le village est peuplé par deux groupes aux identités distinctes : les Jukwamu, descendants des populations qui, les premières, peuplèrent ces terres, et les Denkyira¹⁷.

15. Field Notes, 05/12/2001, Entretien avec Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, *Omanhene* of Abrem, Hans Cottage Hotel.

16. Voir Kea (1982 : 29).

17. Je rencontrai le Jukwahene à la demande de l'*Omanhene* d'Abrem qui avait appris de lui l'existence d'un lien historique entre Abrem et Jukwa. Nana Afrifah Yemoah II me dit que les Jukwamu vécurent tout d'abord dans un village appelé *Wonsambre* avant de se déplacer à Banaso, un lieu situé non loin de Jukwa. Le site de Banaso est maintenant couvert par une forêt sacrée. (Field Notes, 26/03/2002, Entretien avec Nana Afrifah Yemoah II, Jukwahene, Jukwa).

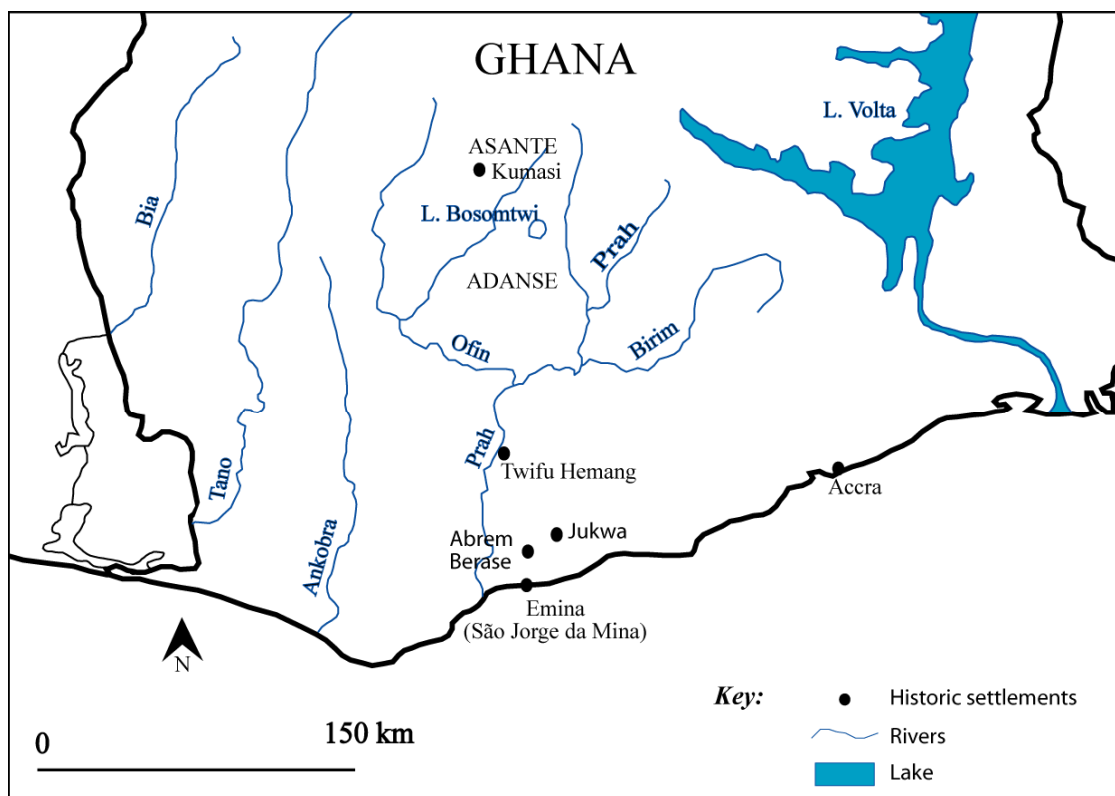


Fig. 3 : Situation d'Abrem Berase, Jukwa et Twifu Hemang (figure réalisée par Gérard Chouin).

Les Denkyira, dont les ancêtres avaient été défaits par les Ashanti en 1701, furent installés par les Anglais sur les terres de Jukwa à partir de 1808. Ils craignaient des représailles après que leur leader, Kwodwo Tibu, ait ouvertement défié le roi Ashanti¹⁸.

Le mouvement vers le sud des Denkyira fut synonyme d'écrasement de la mémoire de l'ancien État d'Abrem, la population de ce dernier se retrouvant tout à coup confrontée à l'arrivée massive d'une population à l'identité bien établie et à l'histoire prestigieuse. Il est possible que les nouveaux venus aient littéralement absorbé ce qui restait de l'État d'Abrem. Cependant, le choix de ce territoire pour fixer les migrants denkyira et le fait qu'il ne semble pas y avoir eu d'opposition de la part de la population locale suggèrent que l'ancien Abrem a eu de fortes relations historiques, voire dynastiques, avec le Denkyira. Cela expliquerait pourquoi Barbot, dans sa carte manuscrite de la Côte de l'Or réalisée vers 1688, dénomme *D'anckreÿs Regis* [*i. e.* royaume du Denkyira] la portion de terre correspondant exactement au territoire de l'ancien Abrem¹⁹.

Si l'ancien Abrem disparut si rapidement, c'est aussi parce qu'il avait été sérieusement affaibli et fragilisé jusque dans ses fondations au début du XVIII^e siècle. Comme le remarque Henige à juste titre, à partir de 1700, les informations concernant Abrem

18. Après la défaite des Denkyira en 1701, ils devinrent tributaires de l'Ashanti et contribuèrent aux contingents militaires réunis pour mener les nombreuses guerres des Ashanti. Ces derniers craignaient cependant une rébellion des Denkyira et gardaient l'ancien État sous haute surveillance.

19. Public Record Office of Kew, map library, MPI/631 (1), *Carte de la Côte de l'Or par Jean Barbot*, sans date (c. 1688).

deviennent plus espacées et moins précises (Henige, 1974 : 7). Henige pose l'hypothèse d'un lien entre cet apparent déclin et la transition du commerce de l'or à celui des esclaves qui aurait eu pour conséquence l'émergence de nouveaux comptoirs qu'Abrem n'était pas bien placée pour desservir (Henige, 1974 :7). Henige pourrait avoir vu juste, mais il est également possible que le mouvement expansionniste de la confédération Fanti vers l'ouest et la multitude des conflits liés au commerce qui caractérisait l'intérieur à cette époque aient constitué d'autres facteurs de déstabilisation.

A la lueur des sources européennes, il semble qu'Abrem ait été de toutes les alliances et de tous les conflits liés à l'expansion Fanti, et qu'il n'ait guère eu d'autre choix que d'exister dans l'orbite de la confédération, et tout particulièrement d'Anomabu. En 1708, les Fanti infligèrent une défaite aux Asebu, Fetu et Kabesterra (Sanders, 1980 :109 ; Deffontaine 1996 : 602-603) et devinrent la puissance dominante dans la région. Dans l'Eguafo du début du XVIII^e siècle, on sait que les Fanti avaient un rôle dans l'élection des rois²⁰. Ils interférèrent probablement plus encore dans les affaires intérieures de l'Abrem. Les sources européennes signalent une guerre en 1711 entre d'une part les Twifo et d'autre part une coalition des Eguafo et des Abrem (Deffontaine, 1996 : 605). En 1710, les Fanti avaient installé un représentant en Twifo pour acheter des esclaves aux Ashanti avant qu'ils n'arrivent aux comptoirs britanniques situés sur leurs côtes²¹. Eguafo et Abrem, les deux États qui contrôlaient la route entre le Twifo et le pays fanti étaient des obstacles potentiels à la libre circulation des esclaves et des marchandises entre les deux entités politiques. En 1712, cependant, Abrem et Fanti semblent avoir fait partie de la coalition Ashanti qui déboucha sur la défaite militaire du Twifu (Deffontaine, 1996 : 606). En 1715, on retrouve les Abrem dans une coalition contre le Twifo. Quelques années plus tard, ils se joignent aux Wassas contre John Konny d'Ahanta. Ce conflit débouchera sur la guerre de 1726 entre l'Ashanti et le Wassas, et sur l'exode des populations du Wassas qui trouvèrent refuge à l'est de la rivière Prah, en territoire Abrem. C'est peut-être à ce moment précis que le groupe de migrants, qui allait être à l'origine d'Abrem Berase, entra en Abrem. De fait, on se souvient que Nana Agyeman Kyiriwia Kodie I, avait conduit un groupe de migrants fuyant le royaume de Bono conquis par l'Ashanti vers le Wassas. Ce choix était naturellement dicté par le fait que le Wassas était alors en conflit avec l'Ashanti et terre d'asile pour les réfugiés fuyant devant les armées de ce dernier. Il est probable que les migrants se joignirent aux forces du Wassas, et ce dernier ayant été défait, les suivirent ou bien les précédèrent dans l'exode à l'est de la rivière Prah. C'est ce moment précis de la traversée de la Prah que capture le fragment de tradition que je recueillis en 2001.

Les Ashanti menacèrent de poursuivre les Wassas à l'est de la Prah mais y renoncèrent devant des Fanti décidés à ne pas les laisser pénétrer dans leur aire d'influence. Après le retrait des Ashanti, les Wassas s'installèrent durablement à l'est de la Prah, y créant même une nouvelle capitale, Aborade. À partir de 1726, les Abrem semblent être définitivement devenus dépendants des Fanti, et plus particulièrement des Anomabu qui pourraient même en avoir fait la conquête et redistribué les terres à ses alliés. En 1738, ils font partie d'une coalition dirigée par les Fanti contre Elmina, et en 1742, ils rejoignent une nouvelle coalition regroupant Fanti, Wassas, Twifo, Eguafo, Efutu et Winneba, qui demeura active

20. Voir par exemple les difficultés d'*Abo Tekyi Kuma* dans la deuxième décennie du XVIII^e siècle (Deffontaine, 1996 : 608-609).

21. Public Record Office of Kew, T70/5, letter from Dalby, dated February 12, 1710, fol. 66v.

jusqu'en 1760. Après cette période, Abrem est rarement mentionné comme une entité autonome. Il y a lieu de croire que c'est entre 1730 et 1760 que le groupe de migrants venus de Tekyiman créa leur propre État sur des terres en partie héritées de l'ancien Abrem et en partie reçues de l'Eguafo. Selon les traditions orales, Nana Agyeman Kyiriwia Kodie I mourut à Eburasu, le premier village fondé après la traversée de la rivière Prah. Nana Boampon (alias Burampong, Brapon or Bimpon) lui succéda.²² Ce dernier mourut lui aussi à Eburasu et fut remplacé par Nana Ahinfiri. C'est Nana Ahinfiri qui aurait conduit ses gens d'Eburasu à Jukwa puis à Akropon avant de se fixer à Berase Kurodada²³.

Pour mieux comprendre le processus d'intégration graduelle de l'Abrem dans la sphère d'influence fanti, et le passage de l'Abrem ancien à l'Abrem moderne, il nous faut nous tourner vers les traditions orales d'Anomabu. Celles transcrites dans des archives des années 1910 et portant sur le statut du village d'Abrem Essiam sont particulièrement intéressantes. En 1913, par exemple, Amonoo V, *Omanhene* d'Anomabu, livra un long récit des origines de Berase qui comprend notamment des détails sur les relations entre le Siège de Berase et celui d'Anomabu (voir annexe I).

Ce document confirme la conquête de l'Ancien Abrem par les Fanti et la redistribution des terres Abrem à des migrants partageant des affinités claniques avec les familles royales fanti, c'est-à-dire des Anona. Les ancêtres des fondateurs d'Abrem Berase non seulement appartenaient au clan Anona, mais ils arrivaient également de Bono, c'est-à-dire de la région d'où les élites Borbor fanti se disaient originaires.

La capitale de l'ancien Abrem – à proximité de l'actuelle Jukwa – demeura le centre du territoire après la conquête Fanti. C'est là que les terres conquises furent redistribuées par que les nouveaux maîtres à diverses communautés alliées. Comme d'autres, c'est quelque part autour de Jukwa qu'Ahinfiri et ses gens attendirent de recevoir leur part. Ils s'installèrent ensuite sur leurs nouvelles terres et y établirent leur premier village : Akropon. Ahinfiri était alors déjà probablement un chef de guerre influent doublé d'un homme d'affaire engagé dans le commerce avec les Hollandais. En effet, Henige signale que, dès 1753, des sources hollandaises mentionnent la présence en Abrem d'un important « caboecer » (que l'on traduirait aujourd'hui par le terme générique « chef ») qu'ils appellent Ahinbrie (1753), Ahimmier (1760), Ahinfrie (1760) or Quamina Affery (après 1774, jusqu'en 1783) (Henige, 1974 :16). Bien que le patronyme « Ahinfiri » ne soit pas rare dans la région, on ne peut écarter la possibilité que cet individu soit le fondateur d'Abrem Berase.

Akropon fut le premier village fondé par Ahinfiri sur les terres d'Abrem nouvellement acquises. Le lieu en est encore connu et je m'y rendis le 17 janvier 2002. Sur le site se trouve encore la forêt sacrée de Tweneboaban, c'est-à-dire « la maison de Tweneboa. » Tweneboa est le génie que le groupe de migrants transporta avec eux du Bron et qui fut,

22. Voir Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, Lettre de Kwesi Fori II au S.N.A., datée d'octobre 1923 ; voir Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, Lettre de Kwesi Fori II au S.N.A., datée de novembre 1928; Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Oman* of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Ogua, datée du 5 mai 1929, p. 4; Field Notes, 05/12/2001, Entretien avec Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, *Omanhene* of Abrem, Hans Cottage Botel, Fynn 1974 (Berase): 6.

23. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Oman* of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Ogua, datée du 5 mai 1929, p. 4; Field Notes, 05/12/2001, Entretien avec Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, *Omanhene* of Abrem, Hans Cottage Botel, Fynn 1974 (Berase) : 4, 6.

pour un temps, installé dans cette forêt²⁴. Les traditions transcrites d'Abrem nous indiquent que la décision de partir d'Akropon pour gagner un nouveau site, plus au sud, sur les terres Anona d'Eguafo, répondaient à des motivations essentiellement économiques, qui sont exprimées dans les traditions en termes de quête du sel²⁵. C'est lors de ce dernier mouvement vers le sud que fut établi le lien entre les migrants Anona et le lignage royal Anona d'Eguafo. La nature de ce lien n'est pas très claire, mais le fait qu'aujourd'hui soient conservés à Abrem Berase le siège de Gerduah ainsi que celui d'Ahinfire, semble indiquer qu'il y eut alliance entre les deux segments de lignage. En se fondant dans un segment de lignage hôte, les migrants se protégeaient d'une éventuelle traque par des poursuivants ashanti tout en gagnant un statut et davantage de terres. L'accueil des migrants a pu permettre au siège de Gerduah de surmonter une possible crise démographique – Gerduah est décrite comme malade et sans héritiers –, d'assurer non seulement la perpétuation du segment de lignage mais aussi le service rituel aux ancêtres caractérisés par le Siège. Aujourd'hui encore, le lignage royal Anona Anusua d'Abrem reste proche du lignage Anona Nana Gyefu Mensah d'Eguafo et c'est ensemble qu'ils contrôlent et gèrent des terres qui s'étendent de part et d'autre de la frontière coutumière entre Eguafo et Abrem (Field Notes, 21/02/2001, Entretien avec Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, Abrem Berase).

Le croisement entre traditions orales et sources écrites suggère que la fondation de Berase Kurodada, c'est-à-dire l'installation des migrants du Bono sur le site ancestral du village d'Abrem Berase pourrait être replacée entre 1774 et 1783²⁶.

Le successeur d'Ahinfire fut Kwesi Nkwa, suivi de Buabin Panyin puis de Kweku Ahin Panyin²⁷. Le successeur de ce dernier, Kurankyi Kofi occupait le Siège en 1821 (Henige, 1974 :16) et en 1824 durant la « guerre de McCarthy »²⁸. Nana Otabil succéda à Kurankyi Kofi. Il fut lui-même suivi par Nana Kweku Ahin Kuma, qui occupait le Siège en 1837. Son successeur fut Nana Ofori, qui apparaît dans les sources hollandaises comme « Afforie » en 1849. Puis vint Yaw Frimpong, suivi de Yaw Buabin, qui était l'occupant du Siège durant la guerre d'Elmina de 1868 et la guerre Ashanti de 1873-1874²⁹. Son successeur, Kweku Atta, occupait le Siège en 1896 durant la « guerre de Prempeh » et apparaît de nouveau en 1902 dans la liste de service de la Gold Coast Gouvernement Civil³⁰. Kwesi Amoasi succéda à Kweku Atta et occupa le Siège une

24. Pour davantage de détails sur Tweneboa, voir Chouin (2009, chap. 7).

25. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Oman of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Cape Coast*, 9-10 mai 1929 : 4-6 ; Fynn 1974 (Berase) : 4.

26. Ces dates s'appuient sur les mentions d'un « Quamina Affery » dans les sources hollandaises (Henige, 1974 : 16).

27. Dans son témoignage, le porte-canne de l'Oman mentionne un roi entre Kwesi Nkwa et Buabin Payin qu'il nomme Kwesi Tuapoh. Ce dernier n'est mentionné dans aucune autre liste, et il fut peut-être régent. Il est possible également qu'il s'agisse d'une réminiscence d'un ancien chef d'Abrem Agona, Nana Terpoh.

28. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Petition of the Oman of Berase for independence from the polity of Oguaa (Cape Coast)*, 24/11/1928, fol. 2

29. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Oman of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Cape Coast*, May 13, 1929 : 8

30. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Oman of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Cape Coast*, May 13, 1929 : 9. Henige précise qu'il apparaît dans des documents anglais en 1893 et 1895 (1974 : 16). Un document affirme qu'il mourut en 1903 ou 1904. (Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Political inquiry held at Saltpond in the Nkusukum division, the 7th day of September 1929*. Supplementary to the proceedings of the 9th to the 14th May of Anamaboe : 3).

première fois de 1907 à 1911³¹. Il renonça au Siège après un conflit qui l'opposa au chef d'Abrem Agona, Nana Kwow Kesse, et fut remplacé par un régent du nom de Kwesi Arhin³². Kofi Obiriku succéda à Kweku Atta mais fut destitué vers la fin de l'année 1913. Kwesi Arhin fit de nouveau fonction de régent jusqu'à l'élection de Nana Kwamina Buabin en 1915. Ce dernier dirigea l'Abrem jusqu'à sa destitution en août 1923³³. Kwesi Amoasi fut alors rappelé et occupa le Siège une seconde fois, sous le nom de Nana Kwesi Ofori II (1923-1929)³⁴. Après Kwesi Offori II, Kojo Nyamakye, puis Kweku Gyapea occupèrent le Siège³⁵. Thomas Kwesi Quachie, alias Nana Kwesi Fynn fut fait chef en 1947 sous le nom de Siège de Nana Kyiriwia Kodie II. Il fut renversé en 1949 et remplacé par Kwamena Tsikwaw. Il réoccupa le Siège après Nana Tsikwaw en 1955, pour être de nouveau destitué en 1957 par un Acte du Parlement. Il fut remplacé par Nana Agyeman Kyiriwia Kodie III, puis repris le contrôle du Siège pour la troisième fois en vertu du décret N.L.C. 112 de 1967. Il régna ensuite jusqu'à sa mort en octobre 1994³⁶. Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV lui succéda, et c'est lui que je rencontrai lors de mes enquêtes en 2001 and 2002.

Le tableau suivant présente une liste d'occupants du Siège entre le XVIII^e siècle et le XXI^e siècle, reconstituée à partir de différents documents et traditions orales³⁷.

- 1) Nana Kyiriwia Kodie I (? - 1722/3, c. 1730 - ?)
- 2) Nana Brempon (? - 1757, 1764, 1770 - ?)
- 3) Nana Ahinfiri (? - 1753, 1774-1783 - ?)
- 4) Nana Kwesi Nkwa
- 5) Nana Buabin Panyin
- 6) Nana Kweku Ahin Panyin
- 7) Kurankyi Kofi (? - 1821 - ?)³⁸
- 8) Nana Otabil
- 9) Nana Kweku Ahin Kuma (? - 1837 - ?)
- 10) Nana Ofori I (? -1849 - ?)
- 11) Nana Yaw Frimpong
- 12) Nana Yaw Buabin (? - 1868, 1873-1874 - ?)

31. Dans un document daté de février 1909, Kwesi Amoasi déclare qu'il a été fait chef de Beraso « il y a environ 18 mois » (ADM/23/1/214, Statement made by the Ohin of Berasi, 4/2/1909). Je ne sais pas si un chef régna entre 1904 et 1907.

32. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *Oman of Abirem vs Omanhene Nana Mbra III of Cape Coast*, May 13, 1929 : 11-12.

33. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, Letter from C.C.P. to S.N.A., dated 26/08/1929.

34. Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, Letter from C.C.P. to S.N.A., dated 26/08/1929.

35. Selon les données orales que je recueillis à Berase en décembre 2001, Kojo Nyamekye, Kwaku Gyapea et Kwamena Tsikwaw furent destitués. Gyapea demeura environ un an sur le Siège. (Field Notes, 6/12/2001, Entretien avec Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, Abrem Berase).

36. Les informations concernant Nana Kwesi Fynn, alias Nana Agyeman Kyiriwia Kodie Ababio II, proviennent de la brochure qui fut produite pour ses funérailles. Elle me fut prêtée par *opanyin* Agyei-Mensah, à Elmina, en 1995.

37. La première date représente la première année de règne, la date centrale correspond à des mentions dans les sources, tandis que la dernière date renseigne l'année à laquelle l'occupant du siège est décédé ou a été déposé.

38. Selon Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, Kurankyi Kofi était un régent. Il était le Nifahene d'Abrem et appartenait à l'*abusua* Aboradze (Field Notes, 05/12/2001, Entretien avec Nana Agyeman Kyiriwia Kodie IV, *Omanhene* d'Abrem, Hans Cottage Bétel).

- 13) Nana Kweku Atta (? - 1892, 1895, 1896 - †1904)
- 14) Nana Kwesi Amoasi (1907-1911)
- 15) Nana Kofi Obiriku (? - 1913)
- 16) Nana Kwamina Buabin (1915-1923)
- 17) Nana Kwesi Ofori II (same as Nana Kwesi Amoasi) (1923-1929)
- 18) Nana Kojo Nyamakye
- 19) Nana Kweku Gyapea
- 20) Nana Kyiriwia Kodie II (1947-1949)
- 21) Nana Kwamena Tsikwaw (1949-1955)
- 22) Nana Agyeman Kyiriwia Kodie II (1955-1957)
- 23) Nana Kyiriwia Kodie III (1957-1967)
- 24) Nana Agyeman Kyiriwia Kodie Ababio II (1967-1994)
- 25) Nana Kyiriwia Kodie IV (1995-Present)

Il reste à comprendre comment s'effectua la transition entre l'époque de Nana Ahinfiri qui contrôlait des terres données en partie par les Anomabu et par les Eguafu, à un Oman autonome, l'Abrem. Cette évolution du statut politique de l'Abrem dut être basée sur au moins quatre éléments :

- 1) Le développement d'un sentiment d'unité entre les cinq villages qui font l'Abrem d'aujourd'hui mais qui avaient chacun leurs traditions d'origine propres ;
- 2) L'émergence de Berase comme élément politique central de ce groupement de villages ;
- 3) La capacité de Berase de s'adapter à son nouvel environnement, d'absorber et d'assimiler l'héritage humain, politique et peut-être rituel de l'ancien État d'Abrem ;
- 4) La capacité de Berase d'échapper au contrôle politique d'Anomabu, Cape Coast et Eguafu.

L'élément moteur de cette transformation semble avoir été religieux. Ainsi, selon le chef de Saamang, c'est suite à une épidémie que ses ancêtres décidèrent de suivre Berase :

« [Après qu'ils aient combattu les esprits], notre force numérique se trouvait réduite. Nous choisîmes d'être sous Berase. Berase avait des médicaments. Berase [*sic*] acquit les médicaments de Jukwa. Ils en firent un sanctuaire/culte. Les gens d'Ankaase, Saaman, ils allaient là pour être soignés. Ils prêtèrent serment et c'est ainsi que nous sommes devenus un » (Field Notes, 27/06/97, Entretien avec Aburabura Katakya II, chef de Saaman, Saaman, ma traduction).

La dimension religieuse est ici fortement suggérée comme élément moteur du rassemblement des différents villages sous l'autorité d'un seul. L'importation de Jukwa – la capitale de l'ancien Abrem – d'un culte qui s'imposa comme capable de contrer une épidémie de variole joua un rôle fondamental dans l'élévation de Berase et sans doute dans le recyclage de l'ancien État d'Abrem en un nouveau. Je n'ai pas la place ici d'aller plus avant dans l'analyse de cette dimension sacrée du pouvoir que j'ai explorée en profondeur dans ma thèse de doctorat. Mon objectif, dans cette contribution, était de montrer qu'il est encore possible, au XXI^e siècle, de faire de l'histoire, et notamment de l'histoire en partie basée sur la tradition orale, même dans des régions d'Afrique que certains historiens ont trop rapidement considéré comme perdues pour la tradition orale, le pays Fanti par exemple. Il est vrai que celui ou celle qui viendrait en pays Fanti avec l'espoir de s'asseoir dans une cour et de recueillir de longs récits à caractère historique

repartirait frustré(e). En pays Abrem, les traditions orales se retrouvent tout d'abord dans un grand nombre de documents écrits générés au XX^e siècle, et notamment à l'époque coloniale, par de nombreux conflits. Elles s'expriment encore au sein des différents lignages ou dans le parcellaire. Elles se cachent sous forme de fragments que l'historien, patiemment, organise en un discours jamais définitif. Il en est ainsi de la singulière histoire de l'Abrem, une histoire tronquée par des historiens trop pressés, trop sceptiques ou tout simplement abusés par les apparences. Dans les années 1970, sans doute était-il possible de réunir des traditions orales plus nombreuses, plus articulées, plus cohérentes que celles que j'ai pu réunir trente ans plus tard. Mais cela n'a été fait que partiellement. Fallait-il renoncer à y retourner voir ? La reconstruction de l'histoire de l'Abrem dont j'ai livré ici un extrait, toute insuffisante et partielle qu'elle soit, me semble être une réponse encourageante. C'est tout d'abord par l'étude des forêts sacrées qui s'étendent sur le terroir d'Abrem Berase que j'ai pu commencer à tirer les fils – tout d'abord oraux – d'une histoire politique qui demeurerait à écrire. La tradition orale demeure vivante, mais elle se décompose, se transforme, se fragmente à travers la modernité comme la lumière se décompose dans un kaléidoscope. Le travail de l'historien n'en est pas simplifié, mais faut-il pour cela baisser les bras, et regretter la perte d'une oralité qui n'a de cesse de rappeler sa vitalité, même diffuse, fragmentée, différente et renouvelée?

Annexe 1

Cape Coast Regional Archives, ADM 23/1/498, *An extract from the proceedings and judgment in Cape Coast tribunal civil suit. Kwesi Arhin, Regent in charge of Berase Stool, versus Kofi Nyam, chief of Essiam, decided in Cape Coast on the 28th August 1913, fol. 1-8.*

« [...] *What I am going to state is an ancient story, and I wish you all to hear it with an unprejudiced mind. The Stool of Berase is my family Stool⁴⁰. They are members of my family. Essiam is one of the domestics. It was on account of family connections that Nana Ahinfiri went to live at Berase and on account of domestic relationship that Pimpon Owusu went to live at Krobo. When Beri Beri [Borbor] Fanti came and drove away the Etsi people they ran and joined the Asebus to fight the Anamaboes and Aburas. Abura and Anamaboe joined together and sought the assistance of the Fantis. They fought the Asebu, Abrambo and Etsi people. The Anamaboe Sahin [safohin⁴¹] was Kwegya Acquah, Abura Sahin [safohin] was Appredentwi, the Asebus were defeated and their towns burnt they were chased until they cross the other side of the Prah.*

Abura and Anamaboe had to distribute men into the conquered territory, like the Abonus who are now on Asebu land. Ahinfiri was sent to Berase and Pimpon Owusu sent to Krobo and afterwards went to live at Essiam. [...] The Berase attended funeral customs of Anamaboe and the Omanhene of [Anamaboe] also attended funeral customs at Berase. [...]

Abrem country is not under any Omanhene. There are independent and I am their relative. In battle or in any case they are by me side by side. [...] I only know that Ahinfiri went to Berase but I can't say if he went with the Abrem people or met the Abrem

40. En d'autres termes, les deux familles appartiennent au même clan (Anona).

41. Un *safohin* ou *asafohene* est un chef militaire parmi les Fanti.

people there. [...]

There are no boundaries of Abrem land. Anybody has a right to work on Abrem land. Since the place is a conquered territory. Ahinfiri was the first to go and live on Abrem land. Amonoo was at Anamaboe, he was not a native of Wassaw. Ahinfiri was of the same tribe as Amonoo. Ahinfiri was of Anona tribe. Amonoo also belonged to the Anona tribe. Ahinfiri went to Amonoo as his relative and also one of the conquerors of Asebu. Ahinfiri passed through towns before he got to Anamaboe. He heard of Amonoo's name and he travelled with that name. The fight was with Asebu, Etsi and Abrambo. All the lands were unoccupied when the Asebus, Etsis and Brambos were driven beyond the Prah by the Bori Bori Fanti [Borbor Fanti]. I don't know the people now living at Krobo. I have no paper about the Abrem land.

[...] //fol. 5// I don't know if Ahinfiri was born at Berase [...]. Pompu Owusu came from Ashanti and sought the protection of Nana Amonoo II. Pompu Owusu first went to Krobo and then Essiam. I heard there was nobody living at Krobo before Pompu Owusu went to live there. Ahinfiri was at Berase. [...] Ahinfiri was a Safuhin [Asafohene] of Boampon, one of the principal chiefs of Wassaw. There was a palaver between Basayin, Omanhene of Wassaw, and Boampon, a chief. After settlement of the palaver by the government [Ahinfiri] got permission from Amonoo II to live on Abrem land. In 1902, Ahinfiri's son saw me and confirmed this statement. I don't know if he is alive. Kwamin Perku told me that he was the son of old Ahinfiri. [...]

You told me that you carried Adwin (Silurus) from Berase to Anamaboe at the annual Stool custom of former Amanhin [Amanhene]. You told me in presence of several people Berase brought palm oil also to Anamaboe. You told me you did so during Nana Amonoo's time. I was not born at the time. The Berase have not brought me anything during my reign. [...] It was in 1907 //fol. 7// that I went to Abrem for the first time. I was enstooled in 1901 [...]. The Abrem are not my subjects or domestics (Nkua). It would be a lie if anyone had said that the Abrems are my domestics (Nkua). Ahinfiri was the headchief of Abrem. Saamang, Ankaasi and Agona are under the headchief of Berase. The whole of the villages under the headchief of Berase are also under me. [...] //fol. 8// When I say that the Abrems are mine, I mean that Ahinfiri being of the same tribe as myself, anything acquired by him is also mine. [...] I don't know how the people of Agona, Ankassi and Saamang got to Abrem. [...] »

Références bibliographiques

BARBOT J., 1992, voir aussi HAIR P. E. H., JONES A. and LAW R. (eds).

CHOUIN G., 2009, *Forests of Power and Memory : an Archaeology of Sacred Groves in the Eguafu Polity, Southern Ghana (c. 500-1900 A. D.)*, Ph. D. dissertation, Syracuse University.

DAAKU K. Y., 1970, *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720 : a Study of the African Reaction to European Trade*, Londres, Clarendon Press.

DEFFONTAINE Y., 1996, *Européens et Africains en Efutu et sur la Côte de l'Or. Les acteurs du commerce atlantique et leurs stratégies durant un siècle de relations afro-européennes sur la Côte de l'Or (Ghana, 1650-1750)*, thèse de doctorat d'histoire, Paris, Université Paris-I, 2 vol.

FYNN J. K., 1974, *Oral tradition of Fante states, Abrem., vol 1*, Legon, IAS, University of

Ghana-Legon.

HAIR P. E. H., JONES A. and LAW R. (eds), 1992, *Barbot on Guinea. The Writings of Jean Barbot on West Africa, 1678-1712*, Londres, Hakluyt Society, « Second Series, n° 176 ».

HENIGE D. P., 1973, « Abrem Stool : a contribution to the history and historiography of Southern Ghana », *International Journal of African Historical Studies*, 6,1 : 1-18.

KEA R. A., 1982, *Settlements, Trade, and Politics in the Seventeenth-Century Gold Coast*, Baltimore, John Hopkins University Press.

PESCHEUX G., 2003, *Le Royaume asante (Ghana). Parenté, pouvoir, histoire, XVII^e-XX^e siècles*. Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés ».

PORTER R., 1974, *European activity on the Gold Coast 1620-1667*, Ph. D. dissertation, University of South Africa.

SANDERS J. R., 1980, *The Political Development of the Fante in the Eighteenth and Nineteenth Centuries : a Study of a West African Merchant Society*, Ph. D. dissertation, Northwestern University.

TERRAY E., 1995, *Une histoire du royaume Abron du Gyaman*. Paris, Karthala.

VAN DANTZIG A., 1980, *Les Hollandais sur la côte de Guinée à l'époque de l'essor de l'Ashanti et du Dahomey*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer.

WILKS I., 1989, *Asante in the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.